

De : Bernhard Schwartlander [SchwartlanderB@unaids.org]

À : Neil McCulloch

Copie à : michel.kazatchkne@theglobalfund.org; Rifat.Atun@TheGlobalFund.org; Michael Bartos; Ruth Morgan Thomas; Kristan Schoultz; Aries Valeriano; Els Klinkert;

Objet : Approche d'investissement - VIH/SIDA

Cher Neil,

Je vous remercie beaucoup pour votre mot et la lettre qui l'accompagnait. Je vous demande de bien vouloir m'excuser de ne pas vous avoir répondu plus tôt. J'ai dû m'absenter quelque peu, mais je suis désormais de retour et m'occupe des affaires en instance.

J'ai eu le grand plaisir de discuter personnellement avec Ruth de certains des points que vous soulevez, lorsque nous nous sommes rencontrés il y a quelques semaines à Amsterdam. Mais voici une réponse plus « officielle », comme il se doit.

Je souhaite faire une remarque d'ordre général, à savoir que, comme nous en avons discuté à Amsterdam, il est crucial de considérer le cadre d'investissement comme un cadre, et non pas comme une politique opérationnelle étroite. Nous veillerons à ce que cela soit tout à fait clair lorsque nous déploierons le cadre. Vos remarques et suggestions sont utiles.

D'un point de vue plus technique, je souhaite préciser que nous supposons en fait une augmentation de 60 % du nombre de travailleurs du sexe inclus entre 2010, l'année de référence, et 2020. Nos calculs prévoient également que les besoins en ressources augmenteront d'un tiers, pour passer de 158 millions de \$ en 2011 à 220 millions de \$ en 2020 (ce qui, dans un cas comme dans l'autre s'arrondit à 0,2 milliards de \$). La raison pour laquelle les ressources ont besoin d'augmenter moins rapidement que le nombre de travailleurs du sexe touchés par les services est liée aux économies d'échelle et au fait que la liste des pays change quelque peu pour tendre plus vers ceux présentant des coûts plus faibles (essentiellement en Afrique sub-saharienne), car ils sont actuellement plus éloignés de l'accès universel que d'autres pays, et que l'amélioration des services y est impérative.

Il est également important de noter qu'une partie importante du coût des services destinés aux travailleurs du sexe, tels que les tests et les traitements, sont couverts par d'autres rubriques de frais figurant dans le Cadre d'investissement. De même, les programmes de modification des comportements dont le coût est attribué séparément devraient, au moins en partie, être axés sur les clients des travailleurs du sexe. Ceci devrait donc éviter de détourner les ressources attribuées aux programmes destinés aux travailleurs u sexe.

Nous avons bien conscience du fait que la présentation de résultats mondiaux (qui inclut ceux d'UNGASS et autres sources de données telles que les enquêtes DHS sur la démographie et la santé) a ses limites. Nous avons utilisé les données les plus complètes et les plus fiables que nous ayons pu trouver, mais nous vous serons reconnaissants de nous communiquer vos informations si vous en avez de meilleures à votre disposition. Le réseau et le groupe de référence pourraient effectivement être très utiles pour identifier les

manques de données ainsi que de nouvelles informations, dont nous ne manquerons pas de tenir compte dans nos travaux.

Nous sommes absolument d'accord sur l'importance de la lutte contre les obstacles juridiques. Ce travail est explicitement inclus dans les catégories résumées à la rubrique des leviers critiques. Les pays dont la situation juridique est défavorable aux travailleurs du sexe sont nombreux. L'ONUSIDA a publié des évaluations plus détaillées à ce sujet et la publication parue dans le *Lancet* n'était, à notre avis, pas la bonne plateforme pour un débat approfondi à leur sujet, notamment pour de simples raisons de place.

Les ressources destinées à la mobilisation et à la consolidation communautaires ne vont en fait pas en décroissant. La réduction apparente de l'ensemble de la catégorie des leviers critiques est due à une sous-catégorie qui s'éloigne des modèles inefficaces et onéreux de dépistage et de conseils (en dehors du secteur médical) pour leur substituer des initiatives plus communautaires. Celles-ci sont non seulement moins coûteuses, mais parviennent également mieux à atteindre les populations ciblées. Alors que le coût du dépistage va être considérablement réduit, davantage de personnes vivant avec le VIH connaîtront leur statut. Nous décrivons ceci plus précisément lorsque nous déploierons le cadre d'investissement.

L'estimation des besoins en ressources peut être effectuée de diverses manières et répartie dans des catégories différentes de celles que nous avons choisies, mais le groupe était d'avis que ces dernières étaient mieux adaptées aux besoins du cadre d'investissement et d'un dialogue mondial. Je souhaiterais également mentionner l'annexe technique que vous pouvez télécharger depuis le site Internet du *Lancet*, et qui fournit des explications plus détaillées sur les différentes catégories. N'hésitez pas à me contacter si vous avez des problèmes pour accéder à ce document.

Enfin, je souhaiterais souligner encore une fois la nature de cette publication ; il s'agit d'un cadre pour la riposte mondiale au Sida. Nous apprécions fortement le soutien que vous nous témoignez, ainsi que les suggestions très constructives que vous nous faites pour consolider ce travail. De nombreuses questions restent posées, et tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'appliquer le cadre d'investissement à la planification et à la préparation des programmes dans un pays particulier. Le document souligne clairement que ces moyennes mondiales doivent être appliquées à un contexte national. Comme vous avez raison de le faire remarquer, la question se pose encore de savoir comment effectuer le mieux possible la transition vers une approche communautaire, qui constitue l'un des principaux éléments du cadre d'investissement. Nous attendons avec intérêt vos suggestions et idées, mais aussi les informations plus justes et plus précises dont vous disposez dans les domaines où les postulats du cadre d'investissement sont peut-être plus faibles, à la fois sur le plan du suivi de la couverture, mais également des coûts et des besoins en ressources pour garantir l'efficacité des programmes.

Je vous remercie de votre proposition d'aide pour veiller à ce que le débat soit mieux informé, non seulement au sein de la famille de l'ONUSIDA, mais aussi au-delà. Nous ne manquerons pas de transmettre ce message à chaque fois que l'opportunité s'en présentera, et j'aurai plaisir à recevoir vos excellents conseils et votre soutien. N'hésitez

surtout pas à me faire partager à nouveau toutes nouvelles informations que vous pourrez obtenir.

Faites moi savoir si vous désirez discuter plus en détail de tous aspects particuliers du cadre d'investissement. C'est avec plaisir que j'organiserai une conférence téléphonique si cela peut vous intéresser.

En vous remerciant,
Très cordialement,

Bernhard